

L'histoire en Hongrie aujourd'hui à travers l'interprétation du régime Horthy

Catherine Horel

« A nemzeti ábrándokat történetírásunkból zárjuk ki. [...] komoly küldetésű nemzetnek főként a valóra kell törekednie, tudományban és műveltségben szintúgy, mint a politikai és társadalmi életben. A való megismerésére, valódi politikai érettségre pedig egy tudomány is biztosabb ösvényen nem vezet, mint a történettudomány¹. »

[Nous excluons les rêves nationaux de notre historiographie. [...] une nation sérieuse dotée d'une mission doit se réaliser tant au travers de la science et de l'éducation, que dans la vie politique et sociale. Il n'y a pas de science plus sûre que la science historique pour l'affirmation d'une véritable maturité politique.]

Cette déclaration programmatique faite par le comte Imre Mikó, fondateur et premier président de la Magyar Történelmi Társulat [Société historique hongroise] en juillet 1867, garde toute sa pertinence dans la Hongrie d'aujourd'hui. Dans un pays très polarisé politiquement, les personnages de l'histoire hongroise ont été constamment l'objet d'une instrumentalisation. Ceci explique peut-être la difficulté du genre biographique dans l'historiographie hongroise et ce n'est que récemment que sont parus des ouvrages de qualité sur des acteurs de l'histoire du XX^e siècle. L'approche des décideurs de l'entre-deux-guerres a été renouvelée grâce aux travaux d'Ignác Romsics et notamment sa biographie d'István Bethlen suivie par l'excellent livre de Balázs Ablonczy sur Pál Teleki².

D'autres historiens se sont intéressés à des personnalités étrangères, mais dans le domaine hongrois, les grands noms de l'histoire du XIX^e siècle représentent comme un tabou : la mémoire collective partage ses références entre István Széchenyi et Lajos Kossuth dont le statut est tel qu'ils interdisent une approche distanciée³.

¹ Discours du comte Imre Mikó, in Századok 1867, p. 12-16. Cité dans Ignác Romsics, *Clio bűvöletében. Magyar történetírás a 19-20 században – nemzetközi kitekintéssel* [Sous le charme de Clio. L'historiographie hongroise aux XIX^e-XX^e siècles dans une perspective internationale], Budapest, Osiris, 2011, p. 490.

² Ignác Romsics, *Bethlen István. Politikai életrajz* [István Bethlen. Biographie politique], Budapest, Osiris, 1999 ; Balázs Ablonczy, *Teleki Pál*, Budapest, Osiris, 2005.

³ Le comte István Széchenyi (1791-1860) a été qualifié par Kossuth de « plus grand des Hongrois ». Il joue un rôle essentiel dans la modernisation du pays dans les années du *Vormärz* (1825-1848) en encourageant son industrialisation et la création d'institutions permettant de secouer la tutelle autrichienne (banque, académie des sciences). Durant la révolution de 1848, il est partisan de la négociation avec Vienne et s'oppose à l'affrontement qui se dessine à partir de septembre. Victime de troubles mentaux, il est interné à l'asile de Döbling. Lajos Kossuth (1802-1894) est l'archétype du petit noble qui s'engage dans l'ère des réformes à partir des années 1830, enthousiasmé par les succès obtenus par Széchenyi. Ses actions lui valent d'être poursuivi par les autorités et son élection à la Diète de 1847 marque un tournant qui conduit à la révolution de 1848, dont il est l'un des acteurs principaux. Constatant le raidissement de Vienne, il provoque une rupture avec les modérés et s'engage dans la

Comme le Danube qui traverse le pays, la conscience historique hongroise est divisée entre partisans du compromis – les *Labanc* – et patriotes intransigeants – les *Kuruc*. La dénomination renvoie au temps de l'occupation turque et de la double vassalité : ottomane et autrichienne. Les *Labanc* sont considérés comme des alliés de l'Autriche – globalement catholiques – et les *Kuruc* (de *kereszt*, la croix) comme des révoltés (globalement protestants) contre l'Autriche. Depuis la fin du XVII^e siècle, cette distinction fait sens dans la conscience nationale et elle est régulièrement réactivée, voire manipulée, par le pouvoir. La difficulté devant laquelle se sont trouvés tous les pouvoirs consiste à réaliser la synthèse de ces deux courants.

Si l'on résume l'histoire de la Hongrie, on s'aperçoit qu'il y a eu alternance entre périodes *labanc* et *kuruc* : le dualisme austro-hongrois de 1867 à 1918 est clairement sous le signe du compromis ; le régime communiste en revanche, pour justifier sa domination et faire oublier l'inspiration soviétique, récupère tout le patrimoine *kuruc* dont il fait un processus dialectique aboutissant au triomphe du socialisme. Il n'est toutefois pas possible de renier entièrement l'un ou l'autre des deux héritages et celui qui se trouve mis en minorité subsiste en subissant des distorsions plus ou moins grandes.

Depuis le changement de régime de 1989, la science historique hongroise s'est libérée des schémas prévalant depuis 1945 et dont la validité était déjà contestée dans les années 1980. Dépasser l'horizon de 1945 représentait le défi majeur pour les contemporanéistes. La liste des sujets interdits ou lourdement idéologisés comportait entre autres la période de l'entre-deux-guerres, l'Holocauste, la soviétisation de la Hongrie et, bien évidemment, la révolution de 1956. Dans ce contexte, le retour en grâce d'historiens relégués ne fut pas seulement symbolique, comme le montre l'action de Domokos Kosáry à la tête de l'Académie des sciences de 1990 à 1996⁴. Dans le même temps, le panorama institutionnel a évolué, même si l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences continue d'être le lieu où se fait l'essentiel de la recherche de haut niveau. Elle résiste en outre aux tentatives de politisation dont certaines de ses branches sont l'objet.

L'ouverture de nouvelles universités et d'instituts a contribué à la fois à la diversification (et au recrutement) des chercheurs, mais la libéralisation a également permis la création de structures contestables comme la Maison de la Terreur [*Terror Háza*] qui est ouvertement une officine du pouvoir actuel, tandis que certaines initiatives ont été soit fermées (Collegium Budapest), soit fusionnées (Institut de 1956 et Open Society Archives), ou sont instrumentalisées comme des vitrines, tel par exemple le Centre de la mémoire de l'Holocauste [*Holokauszt Emlékközpont*] qui sert à démontrer la bonne volonté des autorités dans la reconnaissance de la responsabilité du génocide. La Central European University, fondée par l'homme d'affaires d'origine hongroise George Soros, est dans le collimateur du pouvoir actuel qui lui reproche sa démarche novatrice (instituts d'histoire du genre, d'études juives, de science politique) et résolument internationale. Elle accueille effectivement des étudiants du monde entier et délivre un enseignement en anglais dispensé par certains des meilleurs historiens du pays et par des intervenants étrangers.

guerre d'indépendance qui amène la défaite d'août 1849 et la répression. Exilé, il ne cesse de prôner le séparatisme.

⁴ Il prend également la présidence de la Magyar Történelmi Társulat de 1999 à 2007. Voir sa notice dans le *Dictionnaire encyclopédique des auteurs d'Europe centrale et orientale depuis 1945*, Paris, Académie des sciences morales et politiques, à paraître.

Pour illustrer ces contradictions et les inscrire dans le débat actuel, il est intéressant d'étudier l'évolution de la figure de l'amiral Horthy⁵. Après la diabolisation opérée par le régime communiste, la transition démocratique de 1990 a débouché sur une exaltation du régent qui a connu un premier apogée lors du réenterrement à Kenderes en septembre 1993. Le premier gouvernement de transition de József Antall a mené une politique évidente de retour aux valeurs d'avant-1945, qui a été poursuivie dans une certaine mesure par le premier gouvernement Orbán de 1998-2002. De nombreuses personnalités de l'entre-deux-guerres et de l'immédiat après-guerre ont vu leur mémoire rétablie dans la continuité du discours historique et certaines ont été officiellement rapatriées et inhumées en Hongrie selon une pratique inaugurée à la fin du XIX^e siècle avec les héros de la révolution de 1848. Cette pratique constitue indéniablement une spécificité hongroise qui s'explique par l'histoire mouvementée du pays. Elle confine en outre au fait anthropologique par l'emploi de certains éléments repris de la sépulture traditionnelle⁶. Le retour des cendres de Horthy a eu lieu après celui d'un autre personnage contesté, le cardinal Mindszenty, en 1991, et a fait l'objet d'un discours ambigu de la part des autorités qui ont fini par récupérer la dimension médiatique de l'événement. Le domaine de Kenderes est à ce jour le principal lieu de mémoire consacré à Horthy en Hongrie. On peut y voir la maison familiale et la crypte où reposent Horthy et ses proches. L'évolution récente a toutefois vu surgir de nouveaux monuments dont le gouvernement se défend d'avoir suscité l'érection, mais qui se trouvent tous dans des communes administrées par le Fidesz-Union civique hongroise. L'abondance de publications récentes, voire de rééditions, sur Horthy et l'entre-deux-guerres, participe de ce culte mémoriel. Le gouvernement actuel, dans son obsession anticommuniste, utilise ce regain. La tentation est grande d'enjoliver le passé en gommant les aspérités du régime Horthy. Les films récents de Gábor Koltay sur le traité de Trianon (2004) et sur le régent (2006) sont des avatars de cette redécouverte de l'entre-deux-guerres, mais ils interrogent l'historien par leur signification politique qui est loin de la distance scientifique.

Dans cet esprit, le documentaire que Gábor Koltay réalise en 2004 sur le traité de Trianon relève de la mystification pure et simple⁷. Le succès en a toutefois été tel qu'une version en épisodes a été proposée par la production – au nom éloquent de « films de la couronne » (*Korona film*) – intitulée *Trianon vivant parmi nous* [*Velünk élő Trianon*] dont le but manifeste est de maintenir ouverte la blessure et d'y verser du sel. En réaction à cette instrumentalisation, un autre film a été réalisé

⁵ Catherine Horel, *L'amiral Horthy. Régent de Hongrie*, Paris, Perrin, 2014. Miklós Horthy (1868-1957) est tout d'abord officier de la marine austro-hongroise. Dans la période troublée qui suit l'effondrement de la monarchie, la révolution bourgeoise puis bolchevique, il devient commandant en chef de l'armée rassemblée par le gouvernement contre-révolutionnaire qui prend le pouvoir en novembre 1919 dans un climat de terreur. Le régime qu'il met en place est autoritaire et conservateur, fondé sur l'exigence de révision du traité de Trianon ce qui le conduit à s'allier avec l'Italie fasciste dont une des conséquences est l'anéantissement de la communauté juive de Hongrie. Une traduction hongroise du livre est parue fin février 2017 chez l'éditeur Kossuth kiadó.

⁶ Catherine Horel, « Le rôle de la sépulture politique dans la conscience collective hongroise », dans Antoine Marès (dir.), *Les lieux de mémoire en Europe centrale*, Paris, Institut d'études slaves, 2009, p. 123-130.

⁷ Koltay s'était fait remarquer dès 1984 par un film sur le roi Étienne (*István, a király*) qui était alors une figure peu mise en valeur par le régime à cause de sa référence trop évidente au christianisme. Il a poursuivi son exaltation des grands fondateurs du pays en 1996 par un péplum sur la conquête du territoire par Árpád (*Honfoglalás*).

en 2006 pour la télévision par István Szakály avec la contribution d'historiens hongrois et étrangers. Son titre, *Le syndrome de Trianon* [*A Trianon szindróma*], est révélateur de la dimension émotionnelle, voire pathologique, du phénomène⁸. Le syndrome de Trianon est exploité *ad nauseam* par l'extrême droite et les historiens professionnels ont bien du mal à opérer sa déconstruction auprès du grand public⁹. Or plusieurs ouvrages récents reviennent sur la mythologie de Trianon. Après avoir analysé le traité en tant que tel, Ignác Romsics en a exploré le mythe à travers plusieurs publications, dont la plus récente revient sur les causes des deux grandes défaites hongroises : Mohács en 1526 et Trianon¹⁰. Il s'interroge sur la construction de la narration à partir de l'événement et notamment sur la recherche du bouc-émissaire ainsi que sur l'évolution du discours. À sa suite, Balázs Ablonczy a développé la recherche sur le mythe de Trianon auquel il a consacré un livre en 2010¹¹. Il y déconstruit tout en expliquant les légendes associées au Traité depuis l'origine. Malgré la profusion d'études scientifiques sur Trianon, la grande majorité des Hongrois persiste à croire au complot occidental. Les médias étrangers en rajoutent en donnant systématiquement la parole à ceux qui veulent la monopoliser à ce propos, à savoir le parti d'extrême droite Jobbik, et sont incapables de faire la différence entre un traumatisme réel ancré dans la conscience historique et la nostalgie d'une poignée de fanatiques qui réclament la reconstitution de la grande Hongrie dont la majorité du territoire se trouve à présent à l'intérieur de l'Union européenne. La frontière est mince entre les instruments de leur propagande et ses produits dérivés qui s'étalent dans l'espace public et une diffusion plus insidieuse sous couvert de rappels historiques émanant d'institutions aussi sérieuses que le Musée national¹².

Dans ce contexte, la droite tend à valoriser le régime Horthy dont elle fait à tort un modèle. Cette analyse s'explique en partie par l'obsession anticommuniste du Fidesz et de son chef qui considère que la Hongrie ne s'est pas suffisamment libérée de son passé. L'interdiction récente du principal organe de l'opposition *Népszabadság* [*La liberté du peuple*] en est un exemple, le pouvoir ne lui pardonnant pas d'avoir fait campagne pour l'abstention du référendum du 2 octobre 2016 sur l'accueil des migrants. Rétrospectivement, Horthy est vu comme le restaurateur et le garant de la souveraineté. Il se mêle à cette interprétation un certain euroscepticisme et un rejet de l'Occident qui est une constante de la perception des Hongrois de leur place en

⁸ Le traité de Trianon signé le 4 juin 1920 consacre le dépeçage de la Hongrie entamé par l'occupation des troupes tchécoslovaques et roumaines à partir de l'automne 1918. La Hongrie perd 70 % de son territoire et trois millions de ses habitants : un Hongrois sur trois se retrouve en situation de minorité dans un nouveau pays. La Hongrie doit céder 103 093 km² de son territoire à la Roumanie (dont 31,6 % de Magyars), 61 633 km² à la Tchécoslovaquie (30,3 % de Magyars), 20 551 km² au royaume des Serbes-Croates-Slovènes (30,3 % de Magyars), et 4 020 km² à l'Autriche (8,9 % de Magyars). La Hongrie de Trianon a désormais une superficie de 92 963 km² et 7 615 117 habitants, dont 88,3 % sont des Magyars⁸. Le traité n'autorise le maintien d'une force armée que dans la limite de 35 000 hommes et astreint la Hongrie à payer des réparations. Le traité est immédiatement qualifié de « *diktat* » (« *békédiktát* »).

⁹ *Trianon és a magyar politikai gondolkodás 1920-1953* [*Trianon et la pensée politique hongroise*], Budapest, Osiris, 1998.

¹⁰ Ignác Romsics, *A múlt arcai. Történelem, emlékezet, politika* [*Les visages du passé. Histoire, mémoire, politique*], Budapest, Osiris, 2015, p 331-365.

¹¹ Balázs Ablonczy, *Trianon-Legendák* [*Légendes de Trianon*], Budapest, Jaffa kiadó, 2010.

¹² Voir sur Trianon, Catherine Horel, « Le traité de Trianon ou le deuil de la nation hongroise », dans Corine Defrance, Catherine Horel, François-Xavier Nérard (dir.), *Vaincus ! Histories de défaites. Europe XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2016, p. 207-228.

Europe. Orbán essaie de concilier la modernité et l'ouverture de Szechenyi avec l'intransigeance nationale de Kossuth, comme le montre la réfection récente de l'ancien monument dédié au leader de la révolution de 1848 sur la place du Parlement devenue le lieu privilégié de la politique mémorielle.

Toutefois les espaces de débat sont multiples et reflètent l'intérêt du public pour les controverses soulevées par l'interprétation de l'entre-deux-guerres. Depuis environ 2007, les revues mensuelles de vulgarisation consacrent régulièrement des dossiers à Horthy et aux divers aspects de son régime, ainsi qu'aux problématiques de la Seconde Guerre mondiale. Une discussion s'est déroulée simultanément dans les revues académiques. Ainsi l'historien contemporanéiste Péter Sipos se demandait dans *Történelmi szemle* [*Revue historique*] comment écrire une biographie de Horthy. Par la suite les historiens ont traité du culte et du contre-culte du régent. Ils s'interrogent de la sorte sur les dimensions du mythe, ainsi par exemple Lászó Karsai, spécialiste de l'histoire de la Shoah en Hongrie, remet en cause le rôle de Horthy dans le « sauvetage » des juifs de Budapest.

Les revues de vulgarisation, *História* (jusqu'en 2012), *Rubicon*, *Múlt-Kor*, et même la version hongroise de *BBC-History* sont particulièrement prolixes. Il est rare qu'une édition ne propose aucun article ayant de près ou de loin à voir avec la période 1918-1944. Les revues spécialisées ne sont pas en reste par l'intermédiaire d'études originales ou de comptes rendus d'ouvrage étrangers. Toutes sollicitent les meilleurs spécialistes pour garantir la qualité scientifique ; ce sont donc les mêmes noms qui apparaissent dans toutes ces publications.

Les avatars de l'imaginaire de Horthy ont fait l'objet d'une classification élaborée par Ignác Romsics dans un ouvrage de 2008 : sauveur de la patrie, bourreau (la Terreur blanche), traître et usurpateur, bâtisseur de la nation et artisan de sa reconquête (le révisionnisme), destructeur (1944), patriote et chef d'État. Ces catégories ont été alternativement utilisées par le régime et ses opposants ; on ne s'étonnera pas de les retrouver encore présentes actuellement dans les mentalités et régulièrement réactivées.

En 2006, alors que le cinquantenaire de son décès approchait, un film a été consacré à Horthy par Gábor Koltay sous le titre *Horthy, a kormányzó* [*Le régent*]. Ce long-métrage est toujours visible dans quelques cinémas de Budapest. Il livre une hagiographie modérée où sont mis en exergue les aspects positifs du personnage et gommées les zones d'ombre. La caution scientifique est médiocre, fournie par des historiens de second calibre et des spécialistes d'autres disciplines notoirement proches du Fidesz. Le message est clair : Horthy est dédouané de tout ce qui pourrait lui être reproché. Du même discours relève le monument censé représenter l'occupation allemande [*Német megszállás*] de 1944 érigé à l'extrémité sud de la place de la Liberté et qui a immédiatement donné lieu à des protestations qui se cristallisent en un « monument vivant » [*Eleven emlékmű*] au même endroit. Les citoyens et certains historiens condamnent ce qu'ils appellent une falsification de l'histoire¹³. Dans le débat actuel, c'est effectivement davantage la société civile qui exige le retour à la rigueur historique ; on peut y voir un retour à la contestation des années 1980. Les forums d'opposition qui ont surgi ces derniers temps sous diverses

¹³ C'est l'objet de la lettre ouverte adressée par les animateurs du mouvement à Mária Schmidt, directrice de la Maison de la terreur et proche conseillère de Viktor Orbán. "Nyílt levél dr. Schmidt Máriának" [Lettre ouverte à Mária Schmidt], *Népszava*, 25 octobre 2016, édition en ligne : <http://nepszava.hu/cikk/1109867-nyilt-level-dr-schmidt-marianak> (consulté le 25/10/2016).

formes (sites, blogs, pages Facebook) comportent souvent des articles relatifs à la manipulation de l'histoire. C'est notamment le cas pour le site *Kolozsvári szalonna és hir-telen beszolunk* [*Lard de Kolozsvár et déclaration spontanée*] qui démonte l'argumentation du pouvoir sur la minorité hongroise de Transylvanie¹⁴. La plateforme d'opposition 444 (<https://444.hu/>) fait la chasse à l'héroïsation de personnages peu recommandables.

L'association Horthy [*Horthy Miklós Társaság*] multiplie les commémorations dont la plupart se déroulent toutefois dans l'indifférence générale malgré la participation pathétique d'anciens témoins de plus en plus rares. Le gouvernement est mal à l'aise avec cette inflation mémorielle qu'il contribue lui-même à susciter. Viktor Orbán se défend dans les médias de solliciter ce mouvement. Dans une interview donnée au quotidien autrichien *Die Presse* en 2012, il se retranchait derrière l'autonomie des collectivités locales¹⁵. Il jure de laisser l'interprétation du régime Horthy aux historiens. Or les municipalités Fidesz ne cachent pas leurs intentions de rendre hommage au régent par l'érection de statues ou des changements de toponymie. La petite commune de Kereki, dans le comitat de Somogy, s'est ainsi dotée d'un buste de Horthy qu'un citoyen mécontent a recouvert de peinture rouge le 13 mai 2012. Saisi, le tribunal de Siófok n'a pas suivi la plainte de la mairie et a considéré l'acte comme résultant de la liberté d'expression¹⁶. D'autres projets mémoriels sont fréquemment révélés par la presse et déclenchent des polémiques agrémentées d'attaques *ad personam* assorties des invectives de « marxiste » et de « fasciste ». L'un de ces épisodes a mis en présence des historiens : en 2011, la mairie de Gyömrő, dans le comitat de Pest, souhaitait débaptiser la place de la Liberté, au centre du bourg, pour lui donner le nom de Horthy. L'initiative émanait de membres locaux du Jobbik. Devant l'émoi suscité par cette annonce, la municipalité se résout à organiser un référendum le 6 janvier 2013, qui faute de participation suffisante ne peut invalider la décision (1 778 personnes ont voté contre et 484 pour). En définitive, on propose de donner le nom de Horthy au parc jouxtant la place. Mais, entre-temps, l'affaire a dépassé le cadre local. Trois des historiens les plus compétents sur la période se sont rendus sur place pour débattre avec la population : Ignác Romsics, Krisztián Ungváry et László Karsai. Ils ont été ensuite attaqués par l'ancien conseiller d'Antall, l'historien conservateur Ernő Raffay, qui considère que l'historiographie hongroise, et notamment l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, n'est pas encore « démarxisée ». C'est Karsai qui se charge de la réponse en exhumant une lettre de Raffay datant de 1984 dans laquelle ce dernier l'accusait d'être « anticommuniste et hostile à l'Union soviétique¹⁷ ».

Ce n'est donc pas tant l'interprétation du régime Horthy qui pose problème en Hongrie que les quarante années qui l'ont suivi. Le poids du silence et de la falsification de l'histoire imposés par le système communiste pèse encore lourdement sur les mentalités et explique en partie pourquoi la majorité de la population demeure indifférente aux manipulations actuelles. L'opinion tend à considérer que ce qui est tu est forcément le contraire de ce qu'on veut lui faire croire. Ainsi les tabous imposés par le régime communiste ont été systématiquement réévalués après 1989 et

¹⁴ <https://kolozsvaros.com/> (consulté le 27/02/2017).

¹⁵ "Wir haben die Linke zertrümmert", *Die Presse*, 17 juin 2012, p. 4-5.

¹⁶ "A bíróság őrzi a függetlenséget" [Le tribunal garantit l'indépendance], *Népszabadság*, 28 septembre 2012.

¹⁷ "Horthy-vita: Raffay beszólt a "marxista" történészek" [La polémique Horthy : Raffay dénonce les historiens "marxistes"], *Népszabadság*, 28 décembre 2012.

interprétés de manière positive : cela a permis à la fois un travail mémoriel salutaire, mais aussi un glissement vers la justification. La victimisation et le sens du tragique font le reste pour maintenir une vision simplifiée à l'extrême d'une période certes complexe mais aujourd'hui parfaitement bien traitée par l'historiographie.

La récente commémoration du soixantième anniversaire de la révolution vient de confirmer la tendance du pouvoir à définir une politique mémorielle basée sur la dramatisation, d'une part, et sur l'importation dans la situation actuelle de références anachroniques et absurdes, d'autre part. La cérémonie organisée dimanche 23 octobre 2016 sur la place Kossuth – durant laquelle Viktor Orbán a une fois de plus comparé l'Union européenne à la tutelle soviétique – a été contestée par un rassemblement de citoyens parmi lesquels se trouvait l'historien Krisztián Ungváry qui a été blessé dans les heurts avec la police encerclant la place¹⁸.

L'auteur

Catherine Horel est directrice de recherche au CNRS (UMR SIRICE). Elle enseigne à l'Université de Paris I (Centre de recherche sur l'Europe centrale contemporaine). Elle a été professeur associée à l'Université de Louvain-la-Neuve et professeur invitée à l'Université de Vienne, à la Central European University et Université Andrassy de Budapest. Ses travaux portent notamment sur l'Empire des Habsbourg et la Hongrie. Parmi ses derniers ouvrages : *Les guerres balkaniques 1912-1913. Conflits, enjeux, mémoires* (actes de colloque, Peter Lang, coll. « Enjeux internationaux », 2014) ; *Miklós Horthy (1868-1957)* (Paris, Perrin, 2014. Prix Ernest Lémonon de l'Académie des sciences morales et politiques 2015) ; *La fin de l'Autriche-Hongrie 1918-1920. Une victoire des nationalités ?* (*Les cahiers Irice*, n° 13, 2015/1 <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-irice-2015-1.htm>) ; avec Robert Frank (dir.), *1914-1918 hors d'Europe. Mobilisations et interprétations. Monde(s). Histoire, espaces, relations* (PUR, 2016) ; avec Corine Defrance et François-Xavier Nérard (dir.), *Vaincus ! Histoires de défaites. Europe XIX^e-XX^e siècles* (Paris, Nouveau Monde, 2016).

Résumé

Depuis le changement de régime de 1989, la science historique hongroise s'est libérée des schémas prévalant depuis 1945. La liste des sujets interdits ou lourdement idéologisés comportait entre autres la période de l'entre-deux-guerres, l'Holocauste, la soviétisation de la Hongrie et, bien évidemment, la révolution de 1956. Le panorama institutionnel a évolué grâce aux nouvelles universités et aux nouveaux instituts, mais la libéralisation a également permis la création de structures contestables. Un exemple de ces contradictions est l'interprétation du régime Horthy qui reflète la polarisation de la vie politique. Le pouvoir actuel se livre à une falsification de l'histoire que certains acteurs de la société civile et les historiens tentent de combattre.

Mots clés : Hongrie ; Horthy ; traité de Trianon ; historiographie ; Viktor Orbán.

Abstract

¹⁸ "Dulakodás, hangzavar és szópárbaj a Kossuth téren" [Heurts, bruits et invectives sur la place Kossuth], *Magyar Nemzet*, 23 octobre 2016, édition en ligne : <http://mno.hu/belfold/1956-ot-unnepli-a-kormany-es-az-ellenzek-1367856> (consulté le 25/10/2016). Voir aussi la version différente du quotidien de gauche *Népszava*, "Kossuth tér - ünnep a kordonok mögött" [Place Kossuth : la célébration derrière les cordons], 20 octobre 2016, édition en ligne : <http://nepszava.hu/cikk/1109832-kossuth-ter--unnepli-a-kordonok-mogott> (consulté le 25/10/2016).

Since the change of regime in 1989, Hungarian historical scholarship has freed itself from the principles that prevailed in the post-war years. Among other things, the list of forbidden or highly ideologized subjects included the Holocaust, the sovietization of Hungary and, of course, the Hungarian Revolution of 1956. Thanks to the emergence of new universities and new institutes, the institutional landscape evolved but liberalization also laid the groundwork for the emergence of more questionable structures. An example of these contradictions reflecting the polarization of political life can be found in the interpretation of the Horthy regime. The present-day government engages in historical falsification while some civil society actors and historians attempt to combat it.

Keywords: Hungary; Horthy; Treaty of Trianon; Historiography; Viktor Orbán.

Pour citer cet article : Catherine Horel, « L'histoire en Hongrie aujourd'hui à travers l'interprétation du régime Horthy », *Histoire@Politique*, n° 31, janvier-avril 2017, [en ligne, www.histoire-politique.fr]